



L'INITIATIVE LOCALE RÉINVENTE L'EUROPE

Conférence de l'AEIDL des 19-20 février 2014

Rapport de la conférence

Michael Dower, Université du Gloucestershire, Angleterre

L'Association européenne pour l'information sur le développement local (AEIDL) a tenu une conférence à l'occasion de son 25^e anniversaire. Organisé à Bruxelles, au Parlement européen en ce qui concerne les séances plénières, l'événement a attiré pas moins de 155 participants venant de 27 pays. La conférence fut rythmée par la présentation de 25 initiatives locales aussi diverses que variées, en œuvre dans 17 pays et couvrant des territoires très variés, allant des centres urbains métropolitains aux régions rurales les plus périphériques. Les principaux intervenants ont suscité le débat sur les perspectives politiques de l'Europe et du développement local ainsi que sur le positionnement de ces initiatives par rapport aux évolutions économiques et institutionnelles.

Les multiples conversations qui se sont déroulées cours de ces deux jours et les débats intenses auxquels nous avons pu assister lors de cette [conférence](#) attestent du degré d'engagement élevé des participants en faveur du projet européen. Ceux-ci saluent en particulier les résultats nés de cette démarche sans précédent: près de 70 années de paix, la liberté – qui rend si attractive l'Union européenne pour les migrants qui affluent toujours plus nombreux vers elle –, la libre circulation des personnes et des marchandises à l'intérieur de l'Europe. La conférence fut également l'occasion de célébrer ensemble la formidable diversité de l'Europe, symbolisée par ses reliefs, son climat, ses écosystèmes, sa faune et sa flore sauvages, son histoire, sa culture, ses langues, ses costumes, ses traditions culinaires et musicales, et bien d'autres choses encore. Nous avons par ailleurs salué la contribution de l'Union européenne – à travers ses programmes LEADER, URBAN et EQUAL, entre autres - en faveur des initiatives locales.

Une déconnexion croissante. De nombreux intervenants ont toutefois évoqué la rupture marquée qui existe entre, d'une part, les aspirations de millions de citoyens européens et, d'autre part, la réalité du quotidien de beaucoup de gens.

Comment résumer cette rupture ? Le [document préliminaire de l'AEIDL](#) dépeint une vision de l'Europe telle que beaucoup de ses citoyens souhaiteraient la voir.

« L'Europe que nous aimons: riche de la diversité de ses paysages, de ses populations, de ses cultures, ouverte au monde, à la recherche de nouveaux équilibres économiques, sociaux et environnementaux. »

Le conférence a rappelé que nous étions encore loin d'atteindre ces « équilibres économiques, sociaux et environnementaux », comme en témoignent les dizaines de millions de personnes sans emploi, tous ces jeunes n'ayant jamais encore exercé un métier rémunéré, les millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, celles contraintes par le dénuement à migrer de leur pays ou des zones rurales vers les villes, la discrimination et l'exclusion sociale dont souffrent beaucoup de minorités, les disparités toujours plus flagrantes entre les riches et les pauvres, sans parler de la préoccupation croissante des populations quant aux conséquences du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Face à ces déséquilibres, l'Union européenne a adopté la stratégie Europe 2020, qui vise une **« croissance intelligente, durable et inclusive »**. Il s'agit de promouvoir des politiques de cohésion sociale, économique et territoriale tout en s'efforçant de renforcer la compétitivité des entreprises européennes sur le marché mondial. Or ces mots semblent extrêmement creux pour ceux qui, justement, s'efforcent de maintenir « de nouveaux équilibres économiques, sociaux et environnementaux ». Ils estiment notamment :

- qu'il n'est pas **intelligent** de laisser une grande partie de la force de travail européenne inoccupée, ou de dépendre de millions d'hectares hors des frontières européennes pour produire du soja destiné à nourrir du bétail qui pourrait mieux profiter de nos propres pâturages ou champs de maïs ;
- qu'il n'est pas **durable** de tolérer la disparition continue d'une partie importante de la biodiversité en Europe, de laisser les nappes aquifères diminuer sous le seuil de sécurité, de continuer à mal gérer nos bassins hydrographiques et, partant, contribuer à des inondations dévastatrices, ou encore de consommer des carburants fossiles à grande échelle et, de ce fait, causer des émissions de carbone qui accélèrent le changement climatique ;
- qu'il n'est pas **inclusif** de tolérer des taux élevés de chômage, de sous-emploi et de pauvreté, ou encore de laisser perdurer l'exclusion sociale dont souffrent des millions de personnes dans les zones urbaines et rurales ;
- que l'objectif de **croissance** est une sinistre plaisanterie pour les millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, pour celles et ceux pour qui seuls les coûts et les difficultés au quotidien sont en croissance, et qui constatent avec une colère grandissante les disparités qui les séparent des couches sociales très aisées ;
- que le terme **compétitivité**, au sens où l'entend la Commission européenne à l'égard des entreprises actives sur le marché mondial, est un mot dépourvu de sens pour les centaines de milliers de petites et moyennes entreprises qui représentent, elles, la majorité des économies locales et régionales à travers toute l'Europe. Ces entreprises-là cherchent simplement la viabilité sur les marchés et aux niveaux auxquels elles opèrent.

Cette rupture entre les aspirations des individus et les réalités sociales et politiques qu'ils vivent explique l'autre échec majeur qu'ont souligné [François Saint-Ouen](#) et d'autres intervenants, à savoir le **déficit démocratique** qui sévit en Europe. [Marjorie Jouen](#) a ainsi expliqué que les fondateurs de l'Union européenne ne s'étaient tout simplement pas préoccupés des populations locales et du développement local. « Les citoyens n'ont réellement intégré la sphère européenne qu'après les élections du Parlement européen par suffrage universel en 1979 ». Les évolutions qui ont marqué les années 1980, dont la chute de l'Union soviétique, ont suscité un rapprochement croissant entre les gouvernements et les citoyens. Cette situation a mené aux politiques des années 1990 qui encourageaient les initiatives locales et notamment les programmes LEADER, URBAN et EQUAL, ainsi que d'autres initiatives.

Il n'en demeure pas moins que le déficit démocratique est toujours aussi présent. À cela s'ajoute un désintérêt toujours plus marqué des citoyens pour les élections européennes. La participation électorale qui s'élevait à 62 % en 1979 n'a cessé de chuter d'une élection à l'autre pour atteindre le faible taux de 42 % en 2009. En cause : le scepticisme croissant face à l'utilité, voire l'honnêteté, des hommes et femmes politiques. De fait, les citoyens croient de moins en moins en la capacité des gouvernements, et de l'Union européenne, de résoudre les problèmes collectifs. À l'occasion de la dernière enquête Eurobaromètre menée par la Commission européenne, seulement 29 % des personnes interrogées estimaient ainsi que leur voix comptait au sein de l'UE.

L'élan en faveur de l'initiative locale

Le titre de la conférence, « L'initiative locale réinvente l'Europe », pose la question suivante : l'action locale peut-elle remédier à cette rupture et rattraper ce déficit démocratique, et de quelle façon ? Bien sûr ce n'est pas en premier leur vision de l'Europe qui motive la plupart des citoyens qui s'engagent dans des initiatives locales mais davantage leur famille, leur foyer, leur voisinage, leur lieu de vie. Et cela vient du cœur. Le monde ne leur accorde pas une bonne vie ? Qu'à cela ne tienne, ils cherchent les moyens de prendre leur propre vie en mains.

Nous ne pouvons qu'être encouragés par l'explosion des initiatives locales qui ont éclos au cours des 20 dernières années, comme en témoignent les [25 exemples](#) présentés lors de cette conférence. En extrapolant à partir de ce riche échantillon, nous pouvons constater que l'élan en faveur de l'action est motivé par trois types de facteurs principaux, à savoir social, économique et environnemental.

Élan social. Nombre d'initiatives voient le jour grâce au simple désir des populations de s'entraider pour sortir de la pauvreté, de l'exclusion, du chômage ou d'autres situations défavorables. L'un des exemples les plus marquants à ce sujet nous vient du projet « Tous pour un, un pour tous » lancé par la communauté rom de Cserehat qui lutte contre la pauvreté par l'exploitation intelligente de ses propres ressources agricoles et forestières. Ce sont les mêmes motivations qui ont guidé les projets menés dans le bassin du Kavar en Turquie ou à Raval, l'un des quartiers les plus défavorisés de Barcelone. Ces exemples, et bien d'autres, montrent que l'initiative locale peut contrer les situations défavorables dans la durée, du cœur même des villes à leurs banlieues, dans les grandes et petites villes, les zones périurbaines, les régions rurales et les territoires peu peuplés ou périphériques d'Europe comme, par exemple, la Laponie.

Le besoin d'initiatives locales et sociales de ce genre dépend non seulement de l'importance des problèmes à résoudre mais également de l'organisation des pouvoirs publics. Là où les autorités locales sont réellement présentes, elles peuvent donner une direction à l'initiative locale. C'est ce qu'illustre l'exemple de l'école de La Porcherie, un petit village du sud de la France qui, voici quelques années, était menacée de fermeture en raison du manque d'enfants. Le maire du village est immédiatement intervenu pour résoudre le problème : la maison du directeur d'école étant inoccupée, il a passé une annonce dans la presse nationale pour y loger une famille nombreuse. Résultat : 70 familles ont répondu à l'appel. Le choix du maire s'est finalement porté sur un chauffeur de poids-lourd sans emploi originaire de Lille, qui a emménagé dans la maison avec ses 10 enfants. L'école était sauvée et le père de famille est devenu le menuisier du village. C'est la démocratie élective en action.

À l'inverse, une commune du nord de la Suède peut être si grande que le maire peut se trouver à 200 kilomètres de certains de ses administrés. Éloignés de tout et livrés à des hivers rigoureux, les petits villages n'ont d'autre choix que d'adopter une forme d'autonomie individuelle et collective. Ce n'est donc pas un hasard si la Suède compte plus de 5 000 groupes d'action villageois qui œuvrent pour le maintien ou la création des services et entreprises collectifs dont ils ont besoin. C'est la démocratie participative en action.

Bon nombre des actions locales débattues naissent de la volonté de soutenir et d'améliorer la qualité des services locaux et le quotidien des personnes, ou encore de l'engagement en faveur de l'inclusion sociale, comme c'est par exemple le cas des Roms de Cserehat et de Cluj-Napoca, des chômeurs en Grèce, à Limerick ou à Barcelone, de la jeunesse de Grosseto ou des femmes de l'initiative indienne. L'initiative Quartiers Durables Citoyens à Bruxelles, la fondation Tot Raval à Barcelone, la Southill Development Cooperative à Limerick et le Musée ouvert sur la cité dans le Sud-Tyrol sont autant d'exemples d'action globale en faveur de l'amélioration de la qualité de vie et de la cohésion sociale au sein des populations locales. Nombre de ces initiatives ont donné naissance à des solutions « gagnant/gagnant » qui produisent des avantages socio-économiques. Le groupe d'action locale de Laponie septentrionale en est un parfait exemple puisque ses membres peuvent trouver du travail dans leur propre village en fournissant des services aux personnes âgées ou aux familles avec enfants en bas âge.

Élan économique. Plusieurs des initiatives locales présentées à la conférence sont nées de la frustration ressentie par les petits exploitants agricoles ou autres petites entreprises du fait qu'ils se trouvent loin sur la liste des priorités du système économique dominant. Dans ce système, la majeure partie du pouvoir de négociation se trouve en effet entre les mains de multinationales, de grandes entreprises industrielles ou commerciales, ou encore de grandes exploitations agricoles, souvent liées entre elles dans des filières horizontales ou verticales. Sans compter qu'elles exercent une influence conjointe massive sur les marchés européens, les gouvernements et la classe politique. Elles sont du reste les principales bénéficiaires de la croissance et de la compétitivité, alors même qu'elles n'offrent aucune garantie en termes de durabilité ou d'inclusion.

Le scénario dans lequel évoluent ces acteurs puissants se résume au concept de l'Europe en tant que marché unique. Or, la réalité européenne est celle d'une multiplicité de marchés locaux, où aucun

n'est une « île » désolidarisée des autres économies mais où chacun peut présenter un taux élevé de transactions internes. La structure économique qui régit ces marchés locaux est tissée par des centaines de milliers de petites et moyennes entreprises aux yeux desquelles la concurrence sur le marché européen ou mondial n'est pas pertinente. Ces entreprises sont avant tout préoccupées par leur viabilité et rentabilité en fournissant des biens et services aux habitants comme aux touristes de leur région. Leurs activités s'appuient généralement sur les compétences et les ressources de leur territoire ; leurs produits font partie des traditions, de la culture et du caractère de la région et ces entreprises renforcent cette culture en innovant et en adaptant leurs activités aux besoins d'aujourd'hui.

Ces marchés locaux fournissent le contexte propice aux initiatives locales économiques telles que décrites lors de cette conférence. L'initiative polonaise de la « Vallée de la carpe » s'est bâtie sur la tradition séculaire de l'aquaculture de la carpe tout en s'appuyant sur l'innovation et la coopération entre divers acteurs du territoire. Elle attire jusqu'à 500 000 personnes chaque automne, renforçant considérablement par là même l'économie locale. Les initiatives locales ne manquent pas pour montrer comment les traditions locales et culinaires, le patrimoine culturel, la faune et la flore sauvages et d'autres ressources peuvent être valorisés de façon imaginative pour créer des emplois et augmenter les revenus dans les territoires ruraux ou urbains. Des formes inédites ou revisitées d'économie sociale ou coopérative voient le jour, comme le montrent le centre d'entreprises coopératif initié par l'Union Gewerbehof à Dortmund ou les entreprises soutenues par REALIS, le réseau d'appui à l'innovation sociale dans le Languedoc-Roussillon.

Élan environnemental. La troisième motivation qui se cache derrière bon nombre d'initiatives vient du sentiment fort que nourrissent des millions de citoyens européens envers la nécessité de mieux protéger notre planète. De cette vision globale découle la volonté toujours plus forte d'agir localement, comme en témoignent les organisations actives au sein du nouveau réseau ECOLISE initié par l'AEIDL. Les citoyens ont en effet le sentiment que les États membres et l'Union européenne ne saisissent pas réellement la gravité du défi environnemental, la réalité du changement climatique, le lien entre activité humaine (et notamment l'usage massif qu'elle fait des carburants fossiles) et le réchauffement potentiellement désastreux de l'atmosphère terrestre, ainsi que la perte énorme et progressive de biodiversité.

Aussi bon nombre d'initiatives locales sont-elles motivées par la conviction que les citoyens doivent intervenir là où les gouvernements en sont incapables, ou tout simplement ne le font pas. C'est cette conviction qui guide le réseau de villes en transition (Transition Towns) qui s'élargit, les initiatives locales en matière d'énergie à Samsø au Danemark et les initiatives de proximité comme les jardins potagers communautaires de Porto. C'est cette conviction aussi qui permet de soutenir des projets en faveur de la préservation environnementale, de remettre en état les terres abandonnées, comme c'est le cas près de Belgrade, et de régénérer des quartiers urbains, comme à Dortmund.

Des démarches exigeantes

La variété des points de départ – social, économique et environnemental – explique la diversité des initiatives locales présentées à l'occasion de cette conférence. Mais ce sont les intervenants du

premier jour et les ateliers du lendemain qui nous ont permis d'articuler le caractère essentiel de l'initiative locale et d'identifier les éléments qui relient les différents projets entre eux.

Caractéristiques de l'initiative locale. [Yves Champetier](#) a mis en avant les différentes caractéristiques de l'initiative locale, à savoir un niveau d'enthousiasme élevé, la recherche de nouvelles solutions, la création de nouveaux partenariats et méthodes de travail, une attention particulière accordée aux potentiels de chaque lieu, la volonté d'innover et d'échanger des idées, la création de liens entre les différents intérêts et secteurs, l'ouverture sur le monde et la solidarité. Invités par le président de la conférence à définir l'« action innovante », les participants ont fourni des réponses similaires aux points de la liste d'Yves, tout en ajoutant « une vision stratégique à long terme, un plan d'action efficace, l'évaluation et la volonté d'apprentissage, la protection de l'environnement, la volonté d'expérimenter et de penser hors des sentiers battus ».

Boîte à outils. Les initiatives locales présentées pendant la conférence ont offert moult éléments d'action différents, certes parfois innovants et non conventionnels, mais qui, mis bout à bout, peuvent représenter une source d'inspiration comme une boîte à outils pour celles et ceux qui souhaitent initier ou poursuivre le développement local. Parmi ces éléments, il faut souligner le rôle des animateurs, celui des organismes agissant comme des catalyseurs et les techniques innovantes mises en œuvre.

Animateurs. La conférence a reconnu le rôle crucial joué par les individus qui prennent les choses en main et allument l'étincelle de l'initiative locale. En Suède, par exemple, on les appelle les « esprits de feu ». Incités à préciser les qualités que requiert ce type de personnalité, les participants ont fourni une série de qualités, parmi lesquelles « l'enthousiasme et la confiance dans les autres, le courage, un brin de folie, le sens de l'urgence, l'altruisme, la générosité, la capacité à expliquer simplement des idées complexes, avoir des relations avec les réseaux locaux, une bonne connaissance du territoire, des compétences organisationnelles et faire preuve de persévérance ». L'animateur doit en outre être « coopératif, optimiste et responsable, ouvert d'esprit, visionnaire, empathique, passionné, intraitable mais ouvert aux besoins sociaux, impatient mais endurant ». Il doit par ailleurs être capable de « promouvoir l'intérêt général, de stimuler la capacité des personnes à participer, d'entreprendre de nouvelles actions en plus d'entretenir les acquis » et doit être « un rêveur qui garde les pieds sur terre ».

Catalyseurs. Une initiative locale doit certes être initiée par un « esprit de feu », mais elle sera vouée à l'échec si elle ne dépend que d'une seule et même personne. La clé d'une initiative locale réussie réside dans son « appropriation » par la population locale, c'est-à-dire lorsqu'elle en implique les membres et devient une entreprise qui s'inscrit dans le cadre d'une démocratie participative. Un point parfaitement résumé par François Saint-Ouen :

« Il existe une différence entre les *initiatives* civiques et la création de *communautés* civiques. Les premières ne peuvent donner lieu aux dernières *si elles demeurent isolées*. De telles communautés se bâtissent uniquement à *partir des liens* qui se tisseront entre chaque membre de la communauté. »

Faire naître puis entretenir ces relations et cette participation collective : voilà le rôle des groupes ou organismes catalyseurs. La fondation Tot Raval en est une parfaite illustration, elle qui se trouve au centre du flux de projets mis en œuvre pour améliorer la qualité de vie et renforcer la cohésion sociale entre les habitants du quartier de Raval à Barcelone. Autres exemples : le Centre

d'innovation sociale à Turin et REALIS dans le Languedoc-Roussillon, deux initiatives qui jouent un rôle similaire de catalyseur.

Innovations. Les initiatives locales présentées pendant la conférence sont représentatives du vaste éventail d'innovations développées par des acteurs locaux pour produire des résultats positifs à partir d'une approche ascendante. Elles concernent de nouvelles formes de coopératives, des circuits alimentaires locaux, la création de marques territoriales, des groupes d'énergie locaux, des écovillages, des villes en transition et des « slow cities ». Des mécanismes financiers ont été mis en place pour retenir l'épargne locale ou injecter du capital local pour répondre aux besoins locaux : ces mécanismes portent sur la création de monnaies ou de banques locales, de banques du temps, le financement participatif, ou d'autres mécanismes pour renforcer les fonds propres, tels qu'on les retrouve dans les initiatives locales RUAB, Samsø, Nitra, Torino Social Innovation et le Zeybu Solidaire.

Local et global

Deux des principaux intervenants de la conférence – Chris Brooks et François Saint-Ouen – ont mis l'accent sur le lien entre le foisonnement des initiatives locales qui émergent en Europe et les systèmes capitalistes et de gouvernance mondialisés. Ils ont notamment insisté sur le fait que les initiatives locales ne doivent pas chercher à concurrencer ces systèmes, quand bien même seraient-elles appelées à se répandre. Elles devraient plutôt servir à compléter, influencer et humaniser ces systèmes.

Chris Brooks nous a exhortés à renforcer et professionnaliser nos initiatives locales, de même que les réseaux qui les relient. Nous pourrions ensuite exploiter la force collective de ce mouvement, et de l'éventail grandissant des individus impliqués et touchés par celui-ci, pour influencer les pratiques des grands acteurs du système capitaliste. Les citoyens européens peuvent effectivement utiliser cette influence au travers de leur comportement en tant que consommateurs, actionnaires, électeurs et membres de coopératives ou d'entreprises sociales. Certains supermarchés offrent ainsi de plus en plus de produits locaux, bio ou équitables pour répondre à la demande des consommateurs.

François Saint-Ouen a par ailleurs insisté sur le fait que la dimension collective d'une action locale n'est en rien un substitut du gouvernement à tous les niveaux. Ce mouvement de « démocratie participative » doit davantage être perçu comme un complément au gouvernement électif, un incitant et un partenaire. Ce vaste processus en cours dans les territoires urbains et ruraux doit s'appuyer sur un partenariat efficace entre gouvernements et citoyens : autrement dit, conjuguer approche ascendante et descendante.

Vision d'avenir

En partant de ce message envoyé par nos intervenants, nous pouvons dire que la vague montante des initiatives locales à travers l'Europe est, de fait, une révolution tranquille. Ce mouvement ne sera cependant réellement révolutionnaire que lorsqu'il sera collectivement moins tranquille, plus affirmé et mieux visible.

Réseaux. Les initiatives locales doivent parler d'une seule et même voix pour augmenter leur visibilité. Ce qui implique plus de réseautage, ce que François Saint-Ouen appelle un « réseau dense et solide ». Nous constatons déjà les ébauches de cette mise en réseau avec la présence d'organismes à l'échelle régionale ou nationale (Locality en Angleterre ou le Forum letton des communautés rurales) ou à l'échelle européenne, voire au-delà de nos frontières (Villes en transition et Ecovillages). Lancée par l'AEIDL, l'initiative ECOLISE contribuera à cet idéal de réseau en rassemblant des groupes et réseaux engagés dans des actions locales et citoyennes en matière de changement climatique et de développement durable en vue de renforcer la collaboration et le lien avec les « décideurs ». On a suggéré que l'AEIDL soit davantage chef de file dans ce processus. D'autres acteurs, tels que la plateforme ARC 2020, qui regroupe plus de 150 ONG rurales et environnementales, pourraient également jouer un rôle. Un défi en particulier, mis en avant à travers la grande variété géographique des projets présentés pendant la conférence, c'est de relier les initiatives locales dans les régions urbaines et rurales d'Europe.

Des initiatives renforcées. Il ne suffit pas de créer des réseaux : encore faut-il assurer l'accroissement du nombre et de la capacité des initiatives locales. À cet égard, il serait probablement utile d'employer sous une forme différente les termes employés par l'Union européenne – « intelligent, durable et inclusif ». Les initiatives locales et leurs réseaux doivent s'efforcer de devenir :

- plus intelligents, c'est-à-dire plus compétents en tant qu'animateurs et catalyseurs, plus experts dans le maniement des techniques organisationnelles et financières, plus créatifs et humains dans l'utilisation des technologies de l'information et plus imaginatifs dans l'exploitation des ressources locales ;
- plus durables, en respectant l'environnement et les traditions, en trouvant des moyens d'économiser ou de créer de l'énergie sans recourir aux carburants fossiles et en assurant la pérennité des initiatives locales ;
- plus inclusifs, en s'assurant que les initiatives profitent à chaque citoyen, en encourageant la participation active des personnes aujourd'hui exclues de la société, en s'assurant du caractère authentiquement démocratique de la démocratie participative, ce qui assoira la légitimité des mouvements locaux sur le long terme et contribuera à la construction d'une Europe plus démocratique.

Caractère local. La force des initiatives réside plus que tout dans leur caractère local. Nous devons continuer à apprécier cette qualité à tous les niveaux : le sentiment d'appartenance à un lieu, son histoire, ses habitants, ses coutumes, sa communauté, son économie et son environnement. Le but n'est pas de promouvoir une approche introvertie car les populations locales ont tout à gagner de leur ouverture sur le monde. Il s'agit davantage de nourrir une fierté et une confiance envers la capacité des acteurs locaux à prendre leur sort en main. Cette capacité même à faire preuve d'ingéniosité constitue le véritable point de départ du développement local. Et il faut décider de l'initiative dont votre territoire a besoin avant d'envisager l'aide que les institutions publiques ou tout autre intervenant pourrait apporter. Ce point est parfaitement illustré par trois projets présentés simultanément dans le cadre d'un seul et même atelier pendant la conférence : le projet pour les Roms de Cserehat en Hongrie, l'initiative du Bassin du Kavar en Turquie et le projet SEWA en Inde. Dans chaque cas de figure, on constate la présence au point de départ d'un animateur local.

Un catalyseur étranger à la communauté (le PNUD en Hongrie, la fondation Hüsni M. Özeygin en Turquie et la Banque mondiale en Inde) est ensuite intervenu dans le processus en proposant des idées, permettant ainsi à la communauté locale d'élaborer son propre plan d'action. Sur la base de ce plan, enfin, elle a recherché les sources de financement public. De plus, dans les trois cas, la communauté locale a par la suite mis sur pied ses propres entreprises pour s'assurer une source de financement et d'autonomie à plus long terme.

Ces exemples montrent bien que nous avons toutes les raisons d'être fiers de nos actions locales et que nous pouvons y croire. Nous devons donc accroître le nombre et la capacité des initiatives locales. Nous devons par ailleurs développer des réseaux solides et denses. Nous devons enfin nous affirmer et être visibles. Mais comment établir un partenariat entre institutions publiques et initiatives citoyennes, partenariat si crucial pour les processus de développement en cours dans les régions urbaines et rurales ? Comment s'assurer que ce développement soit à la fois ascendant et descendant ?

Un partenariat fondé sur le respect mutuel. Les « nouveaux équilibres économiques, sociaux et environnementaux » auxquels nous aspirons en Europe ne peuvent s'accomplir par les seules initiatives locales, même si elles deviennent intelligentes, durables, inclusives et interconnectées. Ces équilibres ne peuvent pas non plus être le seul fait des institutions publiques, détachés de l'implication forte et collective des citoyens. Il faut donc un partenariat efficace entre gouvernements et citoyens, un partenariat qui repose sur le respect mutuel.

Les acteurs locaux doivent être conscients du fait que les grands systèmes institutionnels et économiques sont bien ancrés dans le paysage et appelés, par leur nature, à se mondialiser progressivement. Ces acteurs doivent donc évaluer les bénéfices que ces systèmes peuvent apporter et, sur cette base, rechercher leur collaboration plutôt que de s'y opposer, afin d'instaurer de nouveaux équilibres. Ils doivent par ailleurs prendre en compte les programmes de développement nationaux et européens et, ce faisant, tenter de contribuer de façon positive à l'élaboration de ces programmes en gardant à l'esprit l'intérêt des populations qu'ils représentent. Ils doivent en particulier prendre en compte les efforts fournis par les organes publics à tous les niveaux pour soutenir les programmes de développement locaux et parvenir à la cohésion sociale, économique ou territoriale. À ce moment crucial de transition d'une période de programmation à l'autre au niveau de l'UE, les acteurs locaux doivent saisir l'opportunité offerte par la volonté de la Commission européenne d'intégrer dans le Cadre stratégique commun le « développement local mené par les acteurs locaux » (CLLD).

Les acteurs locaux peuvent dès lors raisonnablement demander aux Etats membres et à l'Union européenne de reconnaître la valeur des initiatives locales, qui insufflent réalité et pertinence dans les démarches de développement. On peut ainsi leur demander d'admettre toute une série de faits : les citoyens peuvent être à leur niveau les mieux placés pour cerner leurs besoins et problèmes ; les ressources locales humaines et matérielles constituent un excellent point de départ pour le développement ; leurs propres ressources publiques doivent servir à compléter et à soutenir l'initiative locale. On peut enfin leur demander d'honorer les droits individuels et collectifs qu'ont les

citoyens européens à bénéficier d'un logement décent, d'un emploi, de services, d'un revenu familial, de la qualité de vie et de l'inclusion sociale.

Ce respect mutuel alimentera la volonté d'humaniser les processus complexes de développement qui nous concernent tous. Les acteurs locaux, de leur côté, doivent accepter d'utiliser les ressources publiques – cruciales pour instaurer une véritable cohésion sociale, économique ou territoriale – avec la responsabilité et l'équité qui s'imposent. Les institutions doivent quant à elles accepter d'assouplir et d'humaniser les processus administratifs de façon à encourager, plutôt que contrer, les initiatives locales et aménager un environnement propice à l'innovation qui, pour reprendre des termes utilisés à la conférence, « ne peut éclore dans un désert ». Ces institutions saisiront la valeur des liens, de la cohérence et d'un degré de subsidiarité entre les politiques et actions aux différents niveaux de pouvoir. Ils reconnaîtront que la meilleure garantie d'un bien-être à long terme réside dans l'émergence d'initiatives, de communautés, de territoires actifs et autonomes.

Une évolution progressive des relations. Accomplir une telle vision requiert une évolution progressive des relations entre les institutions et les acteurs locaux, entre la démocratie électorale et la démocratie participative. Nous devons donc améliorer les mécanismes existants et en instaurer de nouveaux pour faire le lien entre approche descendante des institutions et celle, ascendante, des initiatives locales. Lancée par la Commission européenne en 1991, l'initiative LEADER figure au nombre de ces mécanismes fréquemment utilisés : les exemples d'Irlande, de Laponie et de Slovaquie illustrent dans quelle mesure le soutien et le financement LEADER ont pu venir en aide aux initiatives locales. Lors de la nouvelle période de programmation de l'UE, les institutions et les citoyens doivent saisir ensemble l'opportunité qui s'offre à eux pour appliquer les principes LEADER et le concept formalisé du CLLD dans les régions urbaines et rurales de l'Union européenne ainsi que dans les pays en voie d'adhésion et les pays du voisinage. Nous devons tous tenter de faire bon usage de tous les programmes et financements pertinents pour soutenir et faire progresser l'initiative locale, et pour encourager et faciliter la création de réseaux entre les initiatives locales pour renforcer et accélérer l'ensemble des forces créatrices de l'action locale.

L'initiative locale réinvente l'EUROPE

Dans les années à venir, nous serons ainsi en mesure de réaliser le plein potentiel de cette « révolution tranquille » explorée pendant la conférence. L'émergence de territoires actifs et autonomes stimulés par les initiatives locales, de même que la reconnaissance par les institutions européennes et nationales de la garantie optimale qu'elles offrent en termes de bien-être à long terme, peuvent effectivement mener à la réinvention de l'Europe et à l'engagement croissant des citoyens envers le projet européen. Nous serons alors en mesure de saisir la vision de « L'Europe que nous aimons: riche de la diversité de ses paysages, de ses populations, de ses cultures, ouverte au monde, à la recherche de nouveaux équilibres économiques, sociaux et environnementaux. » Une Europe qui soit effectivement « intelligente, durable et inclusive », au sens propre.

Le puissant mouvement en Suède qui soutient et représente plus de 5 000 groupes d'action locale dans les villages s'appelle « *Hela Sverige Ska Lev* » (« TOUTE la Suède vivra »). Ce n'est que lorsque nous aurons réalisé l'ambition du mouvement grandissant des initiatives locales qui fleurissent à travers ce continent si varié que nous pourrons dire « **TOUTE l'Europe vivra** ».